

Pourquoi la lutte des classes prépas nous concerne tous

Une tribune de Jonas Haddad et Damien Liccia.



Vincent Peillon a tenté début décembre 2013 d'acter, par décret, son rejet de cette institution républicaine qu'est la « prépa » en modifiant complètement le statut des professeurs de cette institution. Son rejet est motivé par une vision bourdieusienne très répandue dans les milieux de gauche qui assimilent **les classes préparatoires à un lieu symbolique de la reproduction de l'élite**. Là où le ministre ne voit que la soi-disant « reproduction », on objectera que ces classes sont à l'origine conçues pour que seuls le mérite et la capacité expliquent la réussite des individus.

Par-delà une simple réaction contre un décret inique émanant du ministère, **toute une génération attachée au mérite s'est levée**. La récente mobilisation de 10 000 personnes, à quelques jours des concours, symbolise une opposition entre une vision déterministe du ministère et une vision méritocratique et républicaine de l'éducation. **Bien plus qu'une énième mobilisation consécutive à une énième réforme dans l'éducation, c'est une véritable dénonciation de l'idéologie animant le ministère**. Par-delà les questions d'ordre salarial, les préparateurs prirent conscience de la menace pesant sur cette institution, incarnation de la méritocratie républicaine et d'une certaine idée de l'éducation.

Finalement, la réforme a été repoussée, mise sous le tapis par le ministère pour deux raisons : d'une part la forte mobilisation des préparateurs et de l'autre la publication au même moment du rapport PISA.

C'est devenu une habitude, la « déconstruction », pour l'actuel gouvernement socialiste, est érigée en principe même de construction, de « refondation » pour notre ministre de l'Education nationale. **L'Education n'est plus perçue comme la structure essentielle de notre société**, en tant qu'elle permettrait l'essor de la méritocratie, **mais plutôt comme un organisme, vecteur d'un paradigme social, pour ne pas dire socialiste**. Lorsque l'idéologie de la lutte des classes pénètre dans nos classes l'édifice républicain est un danger.

Alors député PS européen, Vincent Peillon déclarait en 2010 : « Nous sommes je crois le seul pays des grandes démocraties occidentales où ce sont les enfants des classes défavorisées qui financent les études des enfants des classes favorisées. (...) Nos étudiants ne coûtent pas cher, par contre nos élèves de classes préparatoires coûtent très cher ». Dans cette déclaration saisissante, l'unité nationale et l'esprit républicain étaient sacrifiés sur l'autel d'une vision de l'enseignement supérieur marquée par la lutte des classes.

Face aux mensonges et au mépris, la mobilisation nationale des préparateurs a permis de rappeler au ministre la primauté du réel sur les schémas intellectuels de pensée, la primauté de la République sur l'idéologie égalitariste. À l'heure où **notre pays est en chute libre sur le plan éducatif**, à l'heure où notre école primaire s'avère de plus en plus incapable de former les jeunes enfants à lire, à écrire et à compter, à l'heure où l'illettrisme se répand sur les bancs du collège, face à ces questions cruciales et impérieuses, nous n'avons pas compris la volonté de « déconstruction » de M. Vincent Peillon à l'égard des prépas.

Tandis que la France dégringole dans le classement PISA, en partie à cause de la déficience de son école primaire la croisade anti-prépa est ubuesque. Alors que le système éducatif français vacille, il apparaît plus juste et plus judicieux de remédier aux véritables problèmes (école primaire, rythmes scolaires, collège, réforme du baccalauréat), plutôt que de s'en prendre à un modèle qui incarne la spécificité française à l'échelle internationale et qui, qu'on le veuille ou non, a fait, fait et fera à l'avenir ses preuves.

Cette mobilisation pour autant ne peut pas, et surtout ne doit pas s'auto-restreindre au domaine des prépas en particulier. Né d'une décision libre de préparateurs et foncièrement apolitique (à la différence d'autres mouvements « spontanés » en réalité pilotés par des institutions socialistes), **ce mouvement doit aujourd'hui se faire entendre car ce projet de réforme qui a été repoussé est révélateur de l'idéologie sous-jacente de telles réformes, en somme une idéologie de lutte des classes**. L'influence pernicieuse de l'idéologie dans l'Education nationale se doit d'être vilipendée, car c'est un domaine où plus qu'ailleurs son influence est néfaste. Vouloir formater idéologiquement des enfants cela n'est pas digne de notre République.

En effet, le ministre de l'Education, qui n'est que la partie visible de l'iceberg, a ainsi proposé pour l'école un programme de « refondation », visant à « bâtir l'école de demain ». L'ambition prométhéenne inhérente à ce projet et la politique de tabula rasa qui s'y fait sentir, doivent nous inciter à l'appréhender avec perplexité et méfiance. Si l'on parcourt l'ensemble des propositions un leitmotiv est récurrent: l'égalité (il conviendrait de parler d'égalitarisme). Ainsi on retrouve des phrases comme « l'e chantier de la refondation peut désormais se poursuivre au service de l'école de l'égalité entre les élèves (...), l'école de la mixité sociale et scolaire »; « elle crée du commun entre les jeunes de notre pays autour des valeurs de la République et d'un idéal partage de justice sociale ».

Alors certes, il ne fait aucun doute que le ministère souhaite se pare de noblesse, de vertu et de bons sentiments, mais pour autant est-ce bien cela la vocation de l'Education nationale? Alors que pour Charles Péguy l'instituteur devait « assurer la représentation de la culture », aujourd'hui on souhaite lui assigner une mission d'éducateur social, le rôle d'un missionnaire de l'égalité pour tous inspiré par une symbiose entre Marx et Bourdieu. **Plutôt que de former des jeunes gens, il semble plutôt qu'on désire les formater**, leur inculquer non pas les valeurs de la République, mais des conceptions idéologiques désuètes et surannées empreintes de déterminisme. Est-ce réellement pour cela que des jeunes veulent devenir des enseignants, est-ce leur objectif quand ils se lancent dans cette « vocation » ?

Certes, le système éducatif français (tout autant qu'international d'ailleurs) est traversé par des inégalités évidentes, à bien des égards il existe un déséquilibre entre le « capital culturel » d'un enfant issu d'un milieu aisé et « cultivé », et celui d'un enfant dont le milieu est plus modeste. Pour autant, le problème réside dans le remède à apporter à ce déséquilibre: **soit on décide d'égaliser et de niveler « vers le bas » le niveau de l'enseignement, avec des programmes allégés, une baisse du contenu culturel des programmes, une primauté accordée aux activités péri-scolaires sur le scolaire pur soit on décide de réaffirmer le rejet des déterminismes au nom de la volonté, du travail et du mérite.**

Il faut rejeter ce déterminisme qui mène à la culture de l'excuse aux dépens de la Culture véritable et pour ce faire, **revaloriser le statut des professeurs, dépouiller les programmes de leurs oripeaux idéologiques**, et pour faire au contraire advenir l'excellence pour tous. Contre cette idéologie déterministe, qui n'ouvre aucune perspective d'avenir aux jeunes de France, il faut réaffirmer la primauté de l'individu libre sur son milieu social donné. La droite désormais dans l'opposition doit, pour une fois, anticiper et se placer aux côtés de la société civile et non pas courir après un mouvement engagé.

Là réside le véritable projet pour l'Education que doit promouvoir l'Opposition. Là réside le véritable défi de l'Education nationale.